

LA RÉPRESSION SAOUDIENNE « MADE IN GERMANY »

De Morgen – traduit par Daardaar - 13 janvier 2016

La coopération économique entre l'Allemagne et l'Arabie Saoudite représente environ 9 milliards d'euros par an. Outre des projets de génie civil (lignes ferroviaires à grande vitesse, métro, architecture,...), elle comporte également un important volet de contrôle de la population et de répression des mouvements dissidents et de l'opposition. Ce volet inclut des moyens électroniques de surveillance des télécommunications, mais aussi des formations en matière de « lutte contre le terrorisme ». Cependant, en Arabie Saoudite, toute critique ou velléité d'opposition, même s'il ne s'agit que d'une simple protestation citoyenne pacifique, peut être considérée comme du terrorisme.

Les autorités allemandes encouragent et approuvent la coopération des entreprises allemandes avec l'Arabie Saoudite en matière de technologie répressive. En 2007, le gouvernement fédéral a autorisé l'exportation d'une série de produits visant à surveiller les télécommunications. La valeur totale de ces contrats s'élevait à 18 millions d'euros. Les chiffres officiels de l'ensemble des exportations réalisées depuis lors ne sont pas connus, mais il est question de produits permettant de contrôler totalement le trafic GSM, ainsi que de logiciels destinés à surveiller et analyser les échanges par e-mail et la téléphonie par Internet, sans oublier Twitter, WhatsApp, Facebook, etc. De nombreux produits n'étant pas soumis à une autorisation d'exportation de la part des pouvoirs publics, ces livraisons ne sont pas répertoriées.

La République Fédérale ne fournit pas uniquement des produits à l'Arabie Saoudite ; elle dispense aussi des formations. En 2009, le *Bundeskriminalamt*, l'Office fédéral de police criminelle, a donné des cours de « cybercriminalité dans le domaine du terrorisme » à des membres du ministère saoudien de l'Intérieur et des services de renseignement saoudiens (le *GID*, General Intelligence Directorate).

Officiellement, d'autres formations étaient axées sur l'entraînement des gardes-frontières saoudiens et couvraient des sujets tels que la « politique de ressources humaines » et la « prise de décision dans la police ». Mais, en réalité, on s'y entraînait également au maniement d'armes. Selon le ministère allemand de l'Intérieur, « le soutien allemand à la modernisation des services des gardes-frontières d'Arabie Saoudite s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique en matière de sécurité ».

En 2012, l'émission *Fakt*, sur la chaîne de télévision allemande ARD,

rapportait que les gardes-frontières n'étaient pas les seuls à participer à ces formations, mais que l'on y trouvait également des officiers des services secrets et des membres de la police religieuse. Ces entraînements portaient non seulement sur le maniement de fusils d'assaut (l'Arabie Saoudite a d'ailleurs obtenu une licence pour produire elle-même les modèles allemands G3 et G36), mais aussi sur la gestion des manifestations. Un participant au projet a révélé que certains de ses collègues avaient également assisté personnellement à des exécutions. L'imbrication économique entre la RFA et l'Arabie Saoudite ne se limite donc pas à une collaboration civile ou militaire en général. Elle porte aussi sur le rôle de l'Allemagne dans le contrôle total qu'exercent les autorités saoudiennes sur la population, et notamment sur l'opposition, ainsi qu'en matière de technologies, stratégies et tactiques de répression nécessaires pour y parvenir.

Source : *Blutiges Bündnis (I)* sur *German-Foreign-Policy.com*, 5 janvier 2016

Eric Hulsens pour De Wereld Morgen

Traduit du néerlandais par Patricia Duponcheel